

Protectionnisme



Principal conseiller du président pour le commerce, Peter Navarro (à dr.), ici dans le Bureau ovale de la Maison-Blanche, est un économiste «hétérodoxe» qui aime les barricades.

AP/KEYSTONE

Le conseiller antichinois qui influence Trump

Peter Navarro déteste la Chine. Il est très écouté par le président Trump et mène le bal dans la lutte qui oppose Washington à Pékin

Nicolas Pinguely

«La Chine m'a tué.» Peter Navarro, principal conseiller du président pour le commerce, n'aime pas Pékin. Le film reportage qu'il a produit et réalisé en 2012, «Death by China», est symptomatique: témoignages d'ouvriers voyant leurs machines partir en Asie, fermeture d'usines. Une scène d'illustration montre un couteau made in China transperçant une carte des États-Unis, qui saigne.

L'anecdote serait cocasse si ce diplômé de Harvard n'était pas au cœur de la stratégie économique de l'administration américaine. Il dicte, avec Robert Lighthizer et Wilbur Ross, la politique commerciale très protectionniste de l'administration Trump. Il serait même le favori du président. À cet égard, les négociations commerciales qui doivent reprendre, en octobre, entre Pékin et Washington s'annoncent encore une fois très difficiles.

Le président a déniché ce conseiller un peu par hasard. Pour mener campagne présidentielle,

Trump cherchait un économiste «hétérodoxe» pouvant appuyer ses intuitions isolationnistes. Son beau-fils, Jared Kushner, tombe en surfant sur Amazon sur le livre «Death by China» écrit par Peter Navarro (dont sera tiré son film), relate le magazine «Vanity Fair». Les écrits de l'économiste font mouche. Il intégrera l'équipe de campagne de Trump en 2016.

Le père des taxes douanières

Peter Navarro aime les barricades. Les tarifs frappant les produits chinois ou européens aux États-Unis, c'est lui. Ses chevaux de bataille sont assez simples: réduire les déficits commerciaux et rapatrier les usines aux États-Unis. «Il est très isolé dans sa manière de voir le monde, relève Samy Chaar, chef économiste de Lombard Odier. Il n'existe aucun travail académique ni expériences passées pour valider ses vues.»

Tous ses combats ne sont pas décriés. «Le faible accès des entreprises au marché chinois ou le non-respect de la propriété intellectuelle constitue un problème», reconnaît l'économiste. Mais les financiers ne l'aiment guère. Cet été, il a demandé à la Banque centrale américaine de réduire ses taux de 0,5%. Une horreur. L'indépendance n'est-elle pas essentielle pour la crédibilité d'un institut monétaire?

«Peter Navarro est un homme dangereux qui a l'écoute du prési-

dent, s'inquiète le stratège Dennis Gartman. Il aurait perverti Donald Trump en le convainquant que le déficit commercial (ndlr: les Américains importent plus de biens qu'ils n'en exportent vers le reste du monde) était toxique et qu'il fallait y remédier. Il oublie que le «revers» du déficit commercial est un surplus de capital. En termes simples, nous recevons des biens fabriqués en Chine et nous leur vendons en échange des emprunts gouvernementaux américains.» Navarro ne verrait qu'un côté de l'équation. Une équation qui permet aux États-Unis de connaître un taux de chômage très bas, de 3,7%, suite à plus de dix ans de croissance ininterrompue.

L'exemple des années 30

En vérité, les tarifs douaniers mis en place par l'administration Trump menacent de gripper l'économie. «Il a réussi à convaincre le président que c'est la Chine qui va payer ces taxes, ce qui est un total non-sens, relève Dennis Gartman. C'est l'importateur américain d'acier, de textile ou d'autres biens qui va payer la note, pas l'exportateur chinois.» Au final, la consommation et le commerce mondial risquent de plonger.

L'exemple des États-Unis lors de la récession des années 30 est édifiant. Après le krach boursier de 1929, la loi Hawley-Smoot est promulguée aux États-Unis. Les droits de douane sur plus de 20 000 pro-

duits sont relevés. Les partenaires économiques répliquent. Résultat, le taux de chômage américain passe de 9% en 1930 à 25% en 1932. Le commerce mondial déclinera, lui, de plus de 60% entre 1929 et 1934. «Toutes les expériences protectionnistes tentées par le passé se sont soldées par des échecs», rappelle Samy Chaar. Cela ne semble pourtant pas inquiéter le président Trump, candidat à sa succession en 2020.

Il a peut-être tort. L'économie mondiale est très interconnectée après trente ans de mondialisation. On ne produit plus dans un seul endroit. «Une ceinture de sécurité passe vingt fois la frontière entre le Mexique, le Canada et les États-Unis avant d'être intégrée dans une voiture à Detroit», illustre Samy Chaar. Le tissu est notamment filé dans un pays, puis cousu dans un autre. Et ainsi de suite.

Une remise en cause rapide de ce système est très délicate. Un véritable choc de l'offre pourrait survenir. «Cela veut dire que l'on risque de produire moins, de moins bonne qualité et plus cher», s'inquiète Samy Chaar. L'économie mondiale va y laisser des plumes. Une mauvaise nouvelle alors qu'elle ralentit déjà fortement.

La suite paraît délicate. Les États-Unis semblent décidés à contrer la montée en puissance de la Chine. Avec Navarro, Washington semble même tenir son héros. Pour le meilleur, mais aussi pour le pire.

Les Cantons imposent leurs normes en matière de CO₂

Le projet du Conseil fédéral était jugé trop radical. La Commission de l'environnement des États a tenu compte des critiques

Les Cantons sont en passe de gagner le bras de fer qui les oppose au Conseil fédéral sur la révision de la loi sur le CO₂. Mardi 3 septembre, la Commission de l'environnement du Conseil des États a largement tenu compte des critiques émises par la Conférence des directeurs cantonaux de l'énergie (EnDK). «Je suis très contente, réagit la conseillère d'État vaudoise Jacqueline de Quattro, vice-présidente de l'EnDK. Nous partageons entièrement la vision ambitieuse de la commission. La seule chose qui nous fait soucier, c'est la date d'entrée en vigueur en 2023 car il est important que les Cantons et les Communes puissent atteindre les objectifs fixés.»

Suite à l'échec de la première version de la révision en décembre 2018, le Conseil fédéral a présenté, mi-août, un projet très ambitieux, visant à une diminution de 50% des émissions de CO₂ pour 2030, puis la neutralité carbone pour 2050. Pour atteindre ces objectifs, le projet comprend des mesures drastiques, notamment pour le secteur immobilier.

Les Cantons estimaient que le projet était contraignant et mettait en péril les mesures déjà mises en place. Ils plaident pour des valeurs limites d'émissions de CO₂ plus élevées et des délais plus longs dans l'application des normes.

Ainsi, la valeur limite des émissions de CO₂ pour les bâtiments existants a été relevée à 20 kg de

CO₂ par m², au lieu des 6 kg proposés initialement. Cette nouvelle norme, si elle est acceptée, sera valable à partir de 2023. Elle sera, ensuite, abaissée de 5 kg par m² tous les cinq ans. Des émissions annuelles de 20 kg par m² correspondent à un bâtiment ancien entièrement rénové. Alors qu'une valeur de 6 kg par m² correspond, elle, à la catégorie A, soit un immeuble neuf aux normes Minergie B.



Jacqueline de Quattro Vice-présidente de la Conférence des directeurs cantonaux de l'énergie

Autre victoire des Cantons: la prolongation du Programme bâtiments. Ce dernier subventionne les propriétaires immobiliers qui améliorent l'isolation de leur maison ou procèdent au changement de leur système de chauffage. Ce programme, qui s'avère très efficace, a été prolongé à durée indéterminée.

«Le secteur du bâtiment recèle un des plus forts potentiels d'économie d'énergie, explique Jacqueline de Quattro, et la combinaison d'efficacité énergétique accrue et de réduction de CO₂ a fait ses preuves dans ce secteur. Une mise en œuvre de la loi dans les cantons nécessite un horizon de planification réaliste.»

La nouvelle loi sur le CO₂ doit encore être avalisée par le Conseil des États cet automne avant d'être soumise au Conseil national.

Sandra Miura

Argent Les marchés boursiers

Indices boursiers					
INDICE	CLÔTURE	VAR.*	INDICE	CLÔTURE	VAR.*
SPI	12161.5	+0.74%	Stoxx 50	3179.52	+0.41%
SMI	9983.07	+0.89%	Dow Jones	26727.54	+1.41%
CAC 40	5593.37	+1.11%	Nasdaq	8116.83	+1.75%
FT 100	7271.17	-0.55%	Nikkei	21085.94	+2.12%
Xetra DAX	12126.78	+0.85%	Shanghai comp.	3128.09	+0.96%
Euro Stoxx 50	3484.7	+0.98%	Bovespa	102309.95	+1.10%

*VAR = Variation par rapport à la veille

SMI (Swiss Market Index)							
TITRE	CLÔTURE	VAR.*	VAR.**	TITRE	CLÔTURE	VAR.*	VAR.**
ABB N	19.07	+2.3	-15.7	Richemont N	7788	+2.6	-5.3
Adecco N	54.10	+2.3	-6.2	Roche BJ	271.05	0.0	+15.2
Alcon N	59.50	-0.2	-	SGSN	2473.-	+0.3	-2.0
CS Group N	12.08	+3.8	-17.0	Sika N	143.75	+2.0	+5.3
Geberit N	456.-	+1.1	+5.4	Swatch Group P	275.40	+3.8	-28.7
Givaudan N	2700.-	+1.2	+16.4	Swiss Life N	479.60	+1.8	+36.3
LafargeHolcim N	47.02	+1.1	+4.5	Swiss Re N	99.30	+1.6	+12.9
Lonza Group N	353.10	-0.2	+15.7	Swisscom N	490.-	-0.2	+13.7
Nestlé N	111.90	-0.1	+39.9	UBSN	10.66	+3.4	-30.4
Novartis N	88.18	+0.5	+23.2	Zurich Ins. N	365.10	+2.0	+23.0

*VAR = Variation par rapport à la veille **VAR = Variation sur un an

Valeurs romandes importantes							
TITRE	CLÔTURE	VAR.*	VAR.**	TITRE	CLÔTURE	VAR.*	VAR.**
Addex	1.54	+1.0	-36.6	Kudelski	6.20	+3.3	-33.2
Aevis	12.15	-3.2	-0.7	Lem	1274.-	+1.9	+5.1
Alcon N	59.50	-0.2	-	Logitech	40.79	+1.6	-10.5
APGSGA	266.50	+0.6	-24.3	Pargesa	73.90	+1.6	-3.2
BCGE	198.-	-0.5	+1.8	RomandeEnergie	1230.-	-0.8	-0.8
BCV	747.-	-0.5	+2.3	Swissquote	41.58	+3.2	-39.7
Bobst	49.96	+3.6	-38.0	Temenos	173.85	+2.3	+16.4
Co.Fin.Tradition	102.-	-1.0	+4.2	VaudoiseAssur.	528.-	-0.8	+1.5
GroupeMinoteries	352.-	-2.2	-9.3	Vetropack	2605.-	-3.3	+21.2

*VAR = Variation par rapport à la veille **VAR = Variation sur un an

Métaux précieux				Monnaies (Billets)			
ACHAT CHF/KG	VENTE CHF/KG	ACHAT USD/OZ	VENTE USD/OZ	ACHAT	VENTE		
Or	47841.-	48341.-	1515.80	1516.60	Euro	1.0620	1.1240
Ag	586.60	601.60	18.70	18.75	Dollar US	0.9550	1.0270
Vreneli	274.-	308.-			Livre Sterling	1.1580	1.2620
					Dollar Canadien	0.7240	0.7760
					100 Yens	0.8950	0.9590
					100 Cour. suéd.	9.7200	10.6000
					100 Cour. norvég.	10.5200	11.4000
					100 Cour. dan.	14.0700	15.1700

Retrouvez la Bourse en direct sur www.tdg.ch/bourse

FINANZ und WIRTSCHAFT

Prévisions La croissance revue à la baisse

Les économistes de l'Institut bâlois BAK ont nettement revu à la baisse leurs prévisions de croissance pour la Suisse, citant la montée des incertitudes politiques au niveau mondial et l'affaiblissement conjoncturel notamment dans la zone euro. Selon les estimations du BAK publiées jeudi, le produit intérieur brut (PIB) ne devrait plus croître que de 0,7% cette année, contre 1,2% dans les précédentes estimations. En 2020, la croissance devrait réaccélérer à +1,3%, une progression néanmoins nettement en dessous des +1,7% attendus jusqu'à présent. **AWP**

Il a dit
«Il semble actuellement improbable que les cryptojetons soient largement utilisés comme monnaie en Suisse»

Thomas Jordan
Président de la BNS



Ascenseurs Schindler dément les rumeurs

Le fabricant d'ascenseurs et d'escaliers roulants Schindler dément les rumeurs de rachat par son concurrent américain Otis Elevator Company. «En général nous ne commentons pas les rumeurs de marché, a indiqué une porte-parole du groupe. Pourtant, dans ce cas particulier, nous sommes obligés d'affirmer que ces rumeurs sont totalement infondées et erronées.» Le quotidien économique italien «Il Sole 24 Ore» a levé le lièvre dans son édition du jour, articulante pour l'éventuel groupe fusionné un chiffre d'affaires de plus de 20 milliards de dollars. **AWP**

Le chiffre

50

En milliers, c'est le nombre d'objets proposés par la plateforme de location touristique Airbnb en Suisse; 90% d'entre eux ont été réservés au moins une fois en 2018, selon l'Observatoire valaisan du tourisme (Tourob). Cela représente entre 6% et 12% des nuitées. Le site a généré un revenu global de 250 à 500 millions, estime Tourob. Le Valais arrive nettement en tête, avec 8484 offres réservées, devant Zurich (5757), Vaud (4636), Berne (4457) et Genève (4275). **AWP**